




MALATAVERNE

**Étude paysagère et
urbaine
au titre de l'Article L.111-6 du
Code de l'Urbanisme**

*Dans le cadre de la procédure de déclaration de
projet
emportant la mise en compatibilité
du Plan Local d'Urbanisme
pour permettre l'implantation d'une
unité de valorisation des déchets*

Dossier n°3

Partie I : Description du projet et de son intérêt général	3
Malataverne en quelques chiffres	4
Localisation du site	5
Les orientations du projet communal de Malataverne	6
Le projet	9
Partie II : L'étude L.111-6 du code de l'urbanisme	11
Le PLU opposable de Malataverne	12
L'étude « loi Barnier »	13
La perception et le paysage du site	15
Depuis l'A7, du Nord au Sud	15
Depuis la RN7, du Nord au Sud	15
Depuis la RN7	16
Depuis l'A7	17
Synthèse des perceptions	18
L'occupation du site	19
Les nouveaux retraits proposés	21
Justification de la dérogation au regard de la sécurité	22
Justification de la dérogation au regard des nuisances	25
Justification de la dérogation au regard de la qualité architecturale et la qualité de l'urbanisme	28
Justification de la dérogation au regard de la qualité des paysages	29
Conclusion	31



Partie I : Description du projet et de son intérêt général

Malataverne en quelques chiffres

Quelques chiffres

Superficie	1680 ha
Population 2007	1624 habitants
Population 2012	1856 habitants
Population 2017	2050 habitants
Densité au Km2 en 2017	121 habitants

Commune appartenant au territoire

Communauté de communes Drôme Sud Provence

SCOT RHÔNE PROVENCE BARONNIES (périmètre en projet)

Les limites communales

Au Nord	Châteauneuf-du-Rhône
Au Sud	Donzère
A l'Est	Allan et Roussas
A l'Ouest	Châteauneuf-du-Rhône

La croissance démographique sur la commune (+7% entre 2011 et 2016) qui accueille le projet et plus largement sur le département de la Drôme est un indicateur de la grande attractivité de ce bassin de vie depuis plusieurs années. Elle est à mettre en lien avec des activités commerciales dynamiques, génératrice d'emploi dans une zone géographique attractive.



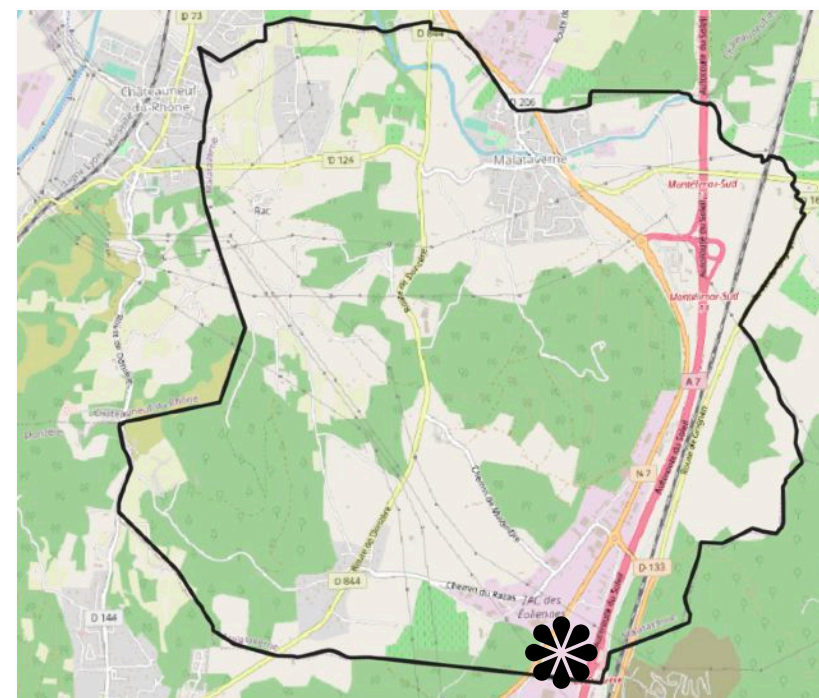
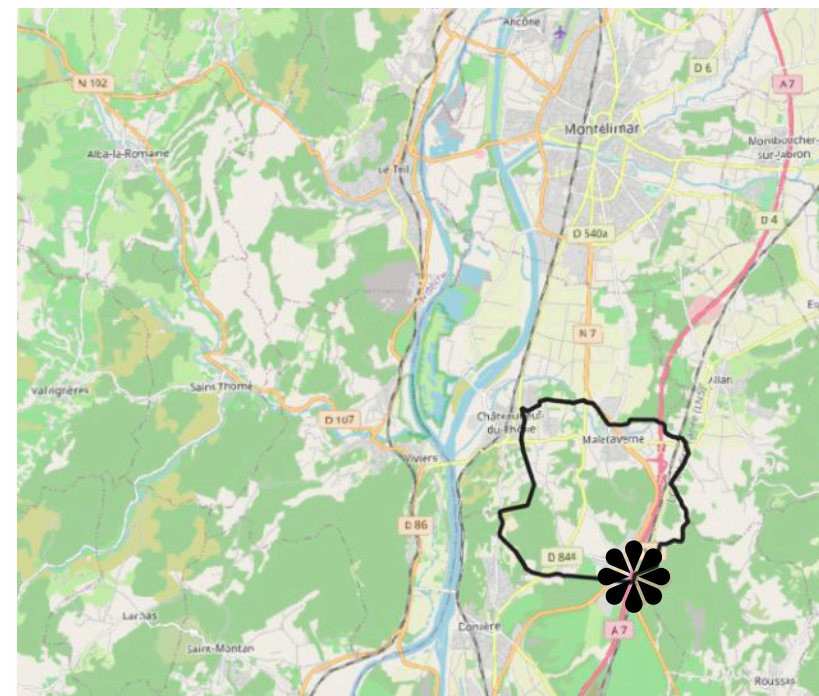
Localisation du site

Il se situe à environ 12 km au Sud de Montélimar, en bordure Sud de la commune de Malataverne (26), bordé par la zone d'activités des Eoliennes.

Il est comprimé entre la route nationale N7 à l'Ouest et l'autoroute A7 à l'Est.

Le site d'étude représente une surface de 3,8 ha composés de milieux très anthropiques, sans végétation, bordé au Sud par une haie.

Il a récemment été utilisé comme zone de stockage de matériaux inertes.



Les orientations du projet communal de Malataverne

Le PADD approuvé le comporte les objectifs suivants :

- Poursuivre la dynamique urbaine en répondant aux enjeux démographiques, d'habitants et de consommation d'espace.
- Renforcer la centralité du bourg en s'appuyant sur une double polarité.
- Inscrire durablement la commune dans son rôle de pôle économique local.
- Adapter la mobilité aux enjeux du territoire.
- Valoriser l'environnement et le cadre de vie.

Concernant l'axe sur le développement économique, le PADD *"encourage la diversité et la complémentarité des différents secteurs d'activités"* et souhaite *« poursuivre le développement d'une activité industrielle et artisanale durable »*

Le projet d'implantation d'une unité de valorisation des déchets répond à ces objectifs, ce site venant en complément des sites d'enfouissement de Granges-Gontardes et de Roussas.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre des objectifs généraux nationaux et départementaux de valorisation matière, de valorisation énergétique et de réduction des quantités de déchets orientés vers les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).



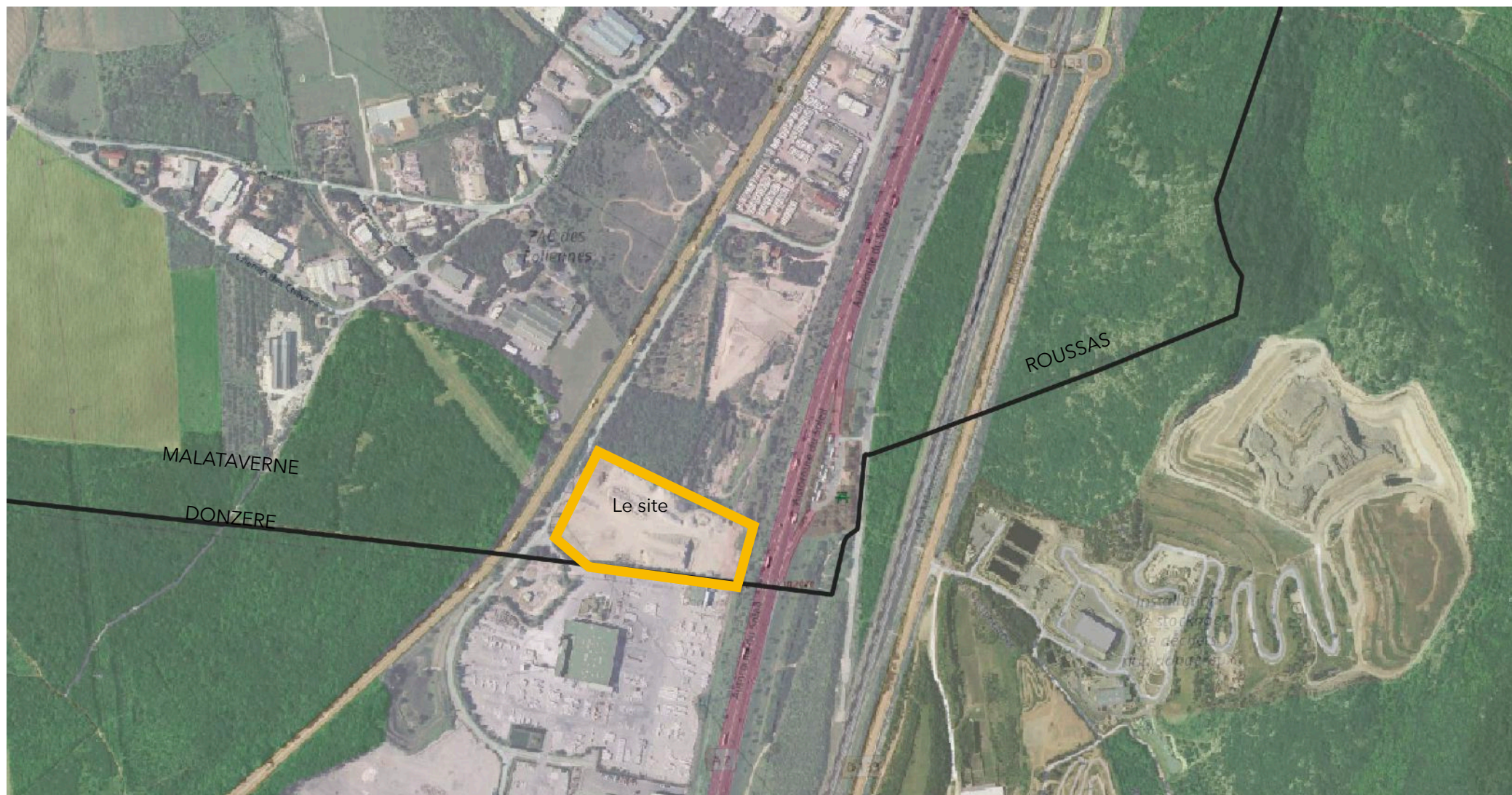




Figure 1. Photographie proche



Figure 2. Photographie éloignée

Le projet

En 2020, le SYPP regroupe 7 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du Sud Drôme-Ardèche et du Nord Vaucluse, soient 171 communes et 208 060 habitants.

Outil de gestion de l'environnement et de la problématique des déchets, le SYPP a été créé pour agir selon les principes de proximité et de solidarité.

Le syndicat a souhaité se doter d'un outil industriel performant pour la valorisation de ses déchets sur son territoire.

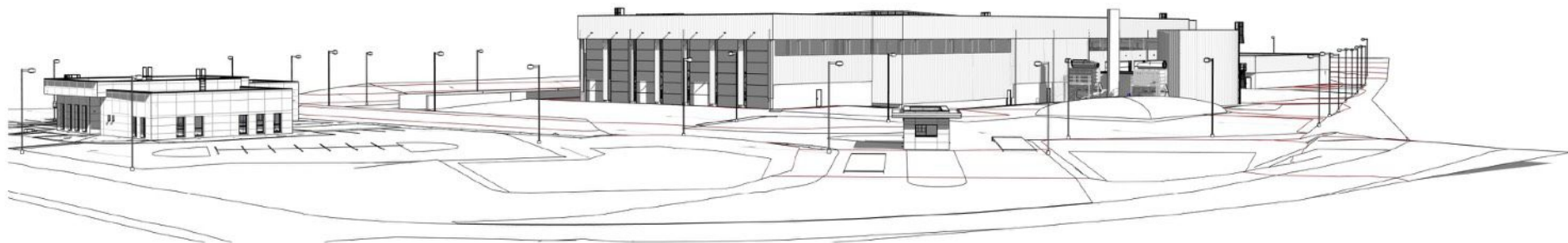
Le SYPP a donc mené un projet de contrat de concession de service pour la construction, l'exploitation et la maintenance d'un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés. COVED a été attributaire de ce marché.


L'objectif du projet est la construction et l'exploitation d'une usine de valorisation des ordures ménagères et des encombrants collectés sur le territoire du SYPP, ayant pour objectif la réduction des déchets à enfouir grâce à des procédés :

- D'extraction des matériaux recyclables ;
- D'extraction des déchets combustibles ;
- De traitement de la fraction fermentescibles des OMr.



Le territoire du SYPP





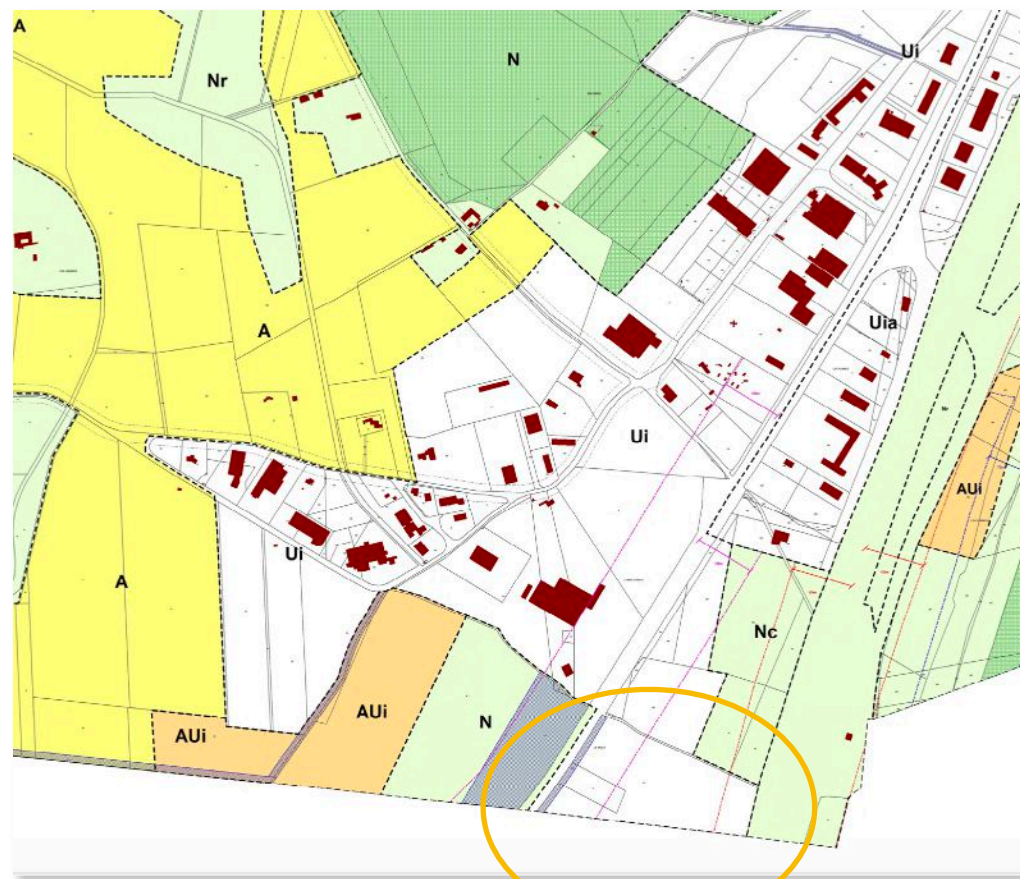
Partie II : L'étude L.111-6 du code de l'urbanisme

Le PLU opposable de Malataverne

La commune de Malataverne a fait le choix d'urbaniser un site à vocation économique (classé en zone Ui dans le PLU). Le site est bordé de part et d'autre par l'A7 et la RN7.

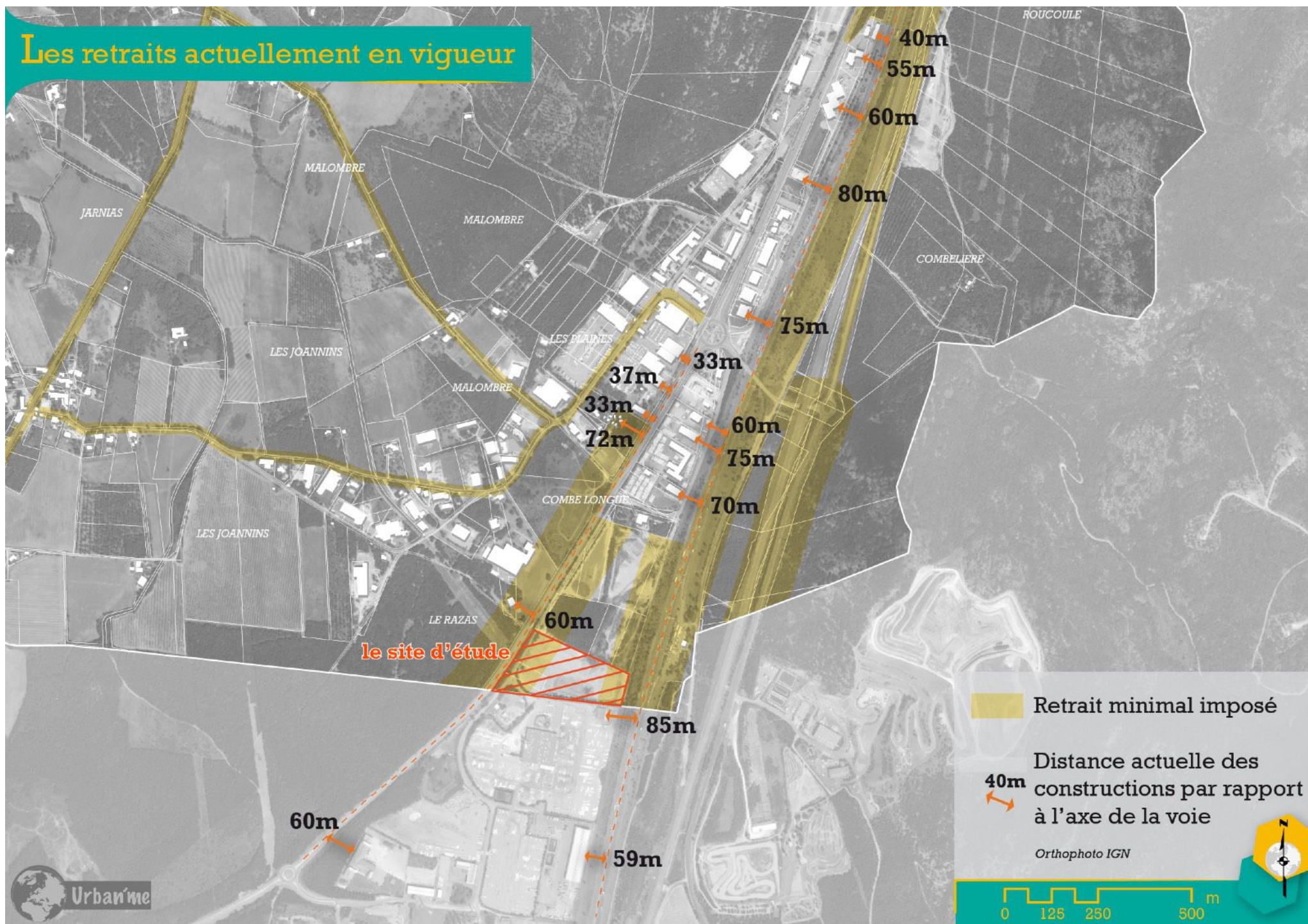
Des marges de reculs des constructions de 100m à compter de l'axe de la voie s'appliquent, ce qui empêche la réalisation du projet.

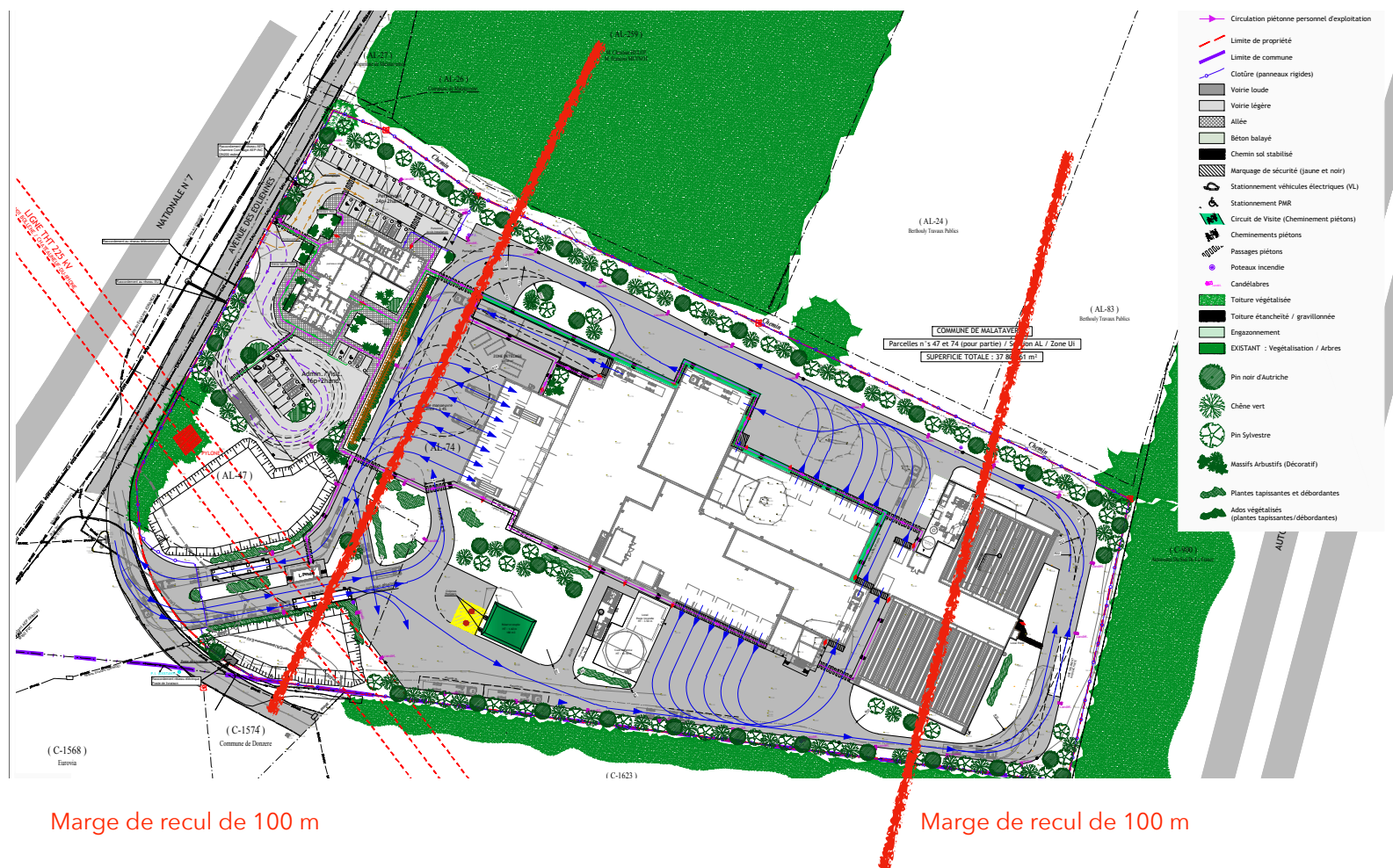
Il est donc nécessaire de réaliser une étude au titre de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme, afin de permettre la réalisation d'une unité de valorisation des déchets, indispensable au territoire.



Le document graphique avant modification

Les retraits actuellement en vigueur





Le projet et les marges de reculs (approximatives). Document de projet provisoire

Source : COVED environnement

La perception et le paysage du site

Les deux voies (A7 et RN7) traversent la zone d'activités de Malataverne.

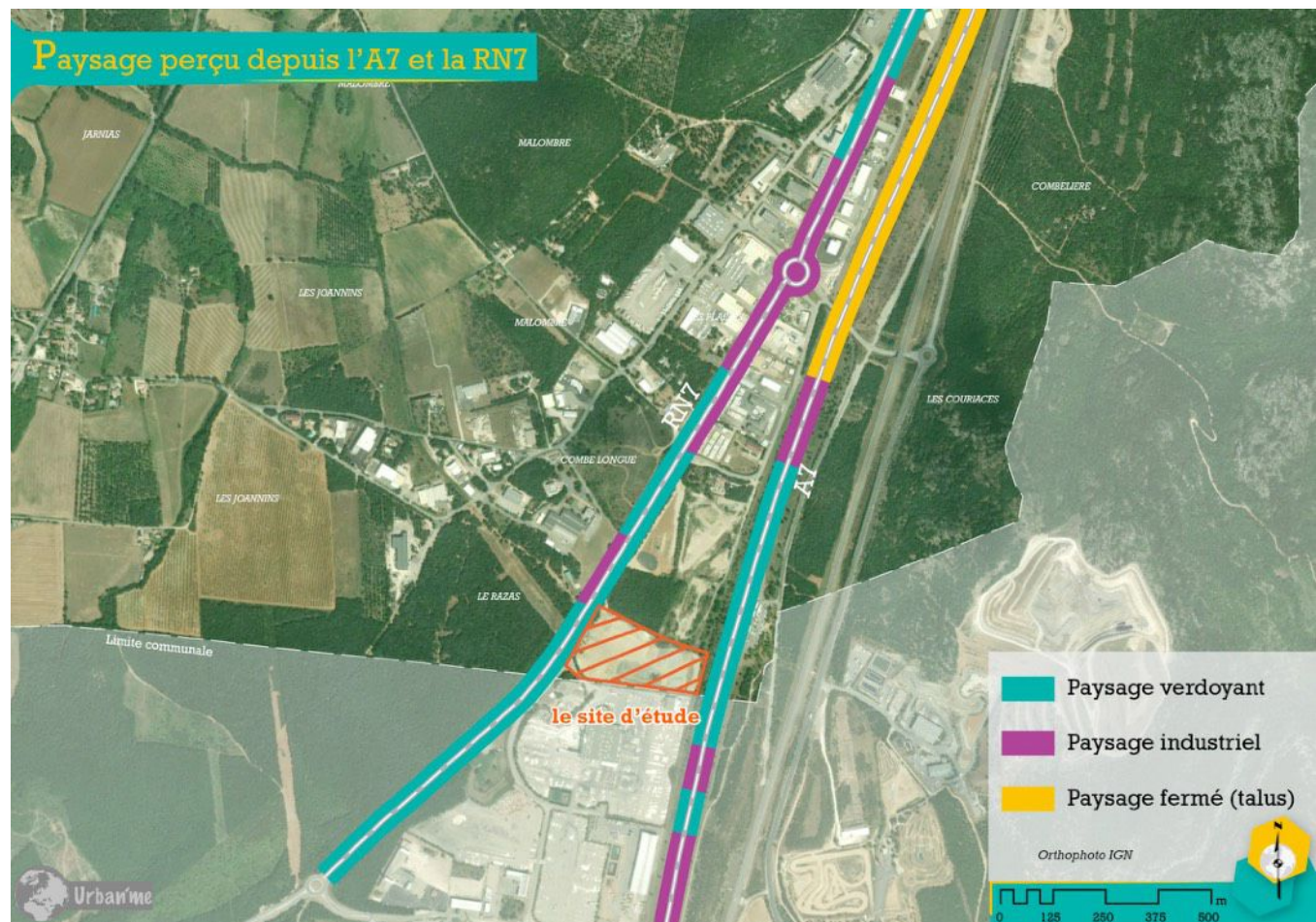
Plusieurs séquences paysagères émergent :

Depuis l'A7, du Nord au Sud

- Les activités économiques sont invisibles. Elles surplombent l'autoroute et seul le talus est visible.
- Un peu plus bas, la surface devient tout à coup plane et l'on peut apercevoir un dépôt de bus, dont le stockage est bien visible (absence de végétation).
- Le paysage devient par la suite plus verdoyant, l'autoroute surplombant d'anciennes carrières et/ou dépôts. L'autoroute est de plus bordée d'arbres et d'arbustes.

Depuis la RN7, du Nord au Sud

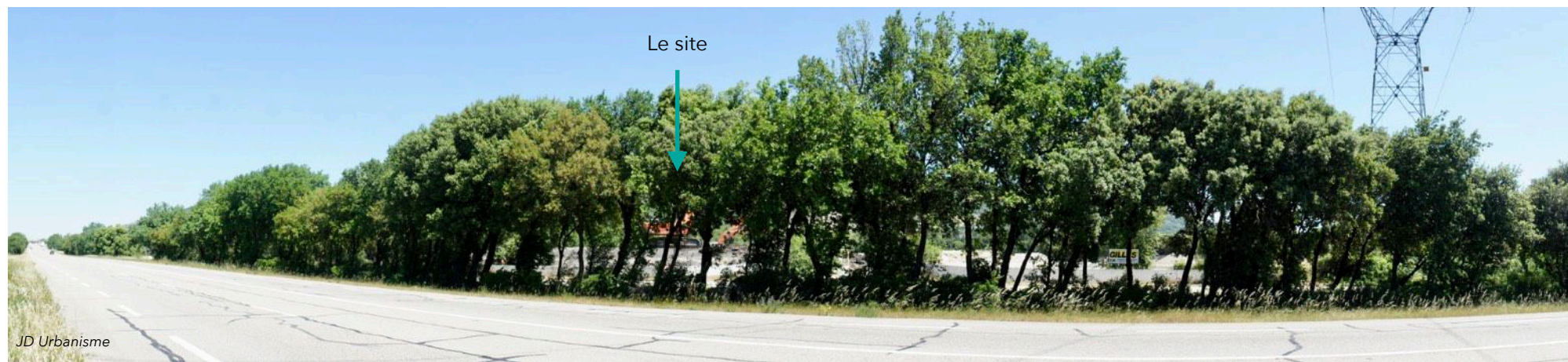
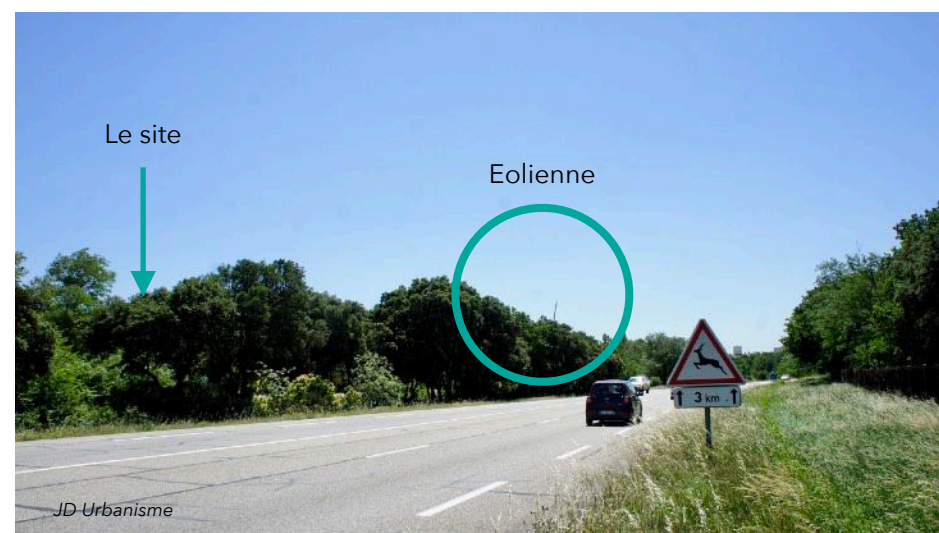
- Le paysage est d'abord naturel et agricole, la délimitation entre ces espaces et la zone d'activités est nette.
- On arrive par la suite dans la zone d'activités. Le paysage est banalisé, comme il en existe tant d'autres. Les stockages sont peu ou pas du tout masqués par de la végétation. L'aménagement paysagé est limité.
- Par la suite, au niveau des anciennes carrières et zones de dépôts, le paysage devient subitement verdoyant et naturel.



Depuis la RN7

Le site n'est absolument pas perçu depuis la RN7.

Il se peut toutefois que celui-ci soit plus visible en hiver, lorsque certains arbres auront perdu leurs feuillages.



Depuis l'A7

Le site, localisé en contrebas de l'autoroute est en partie bordée par la végétation, est peu perceptible



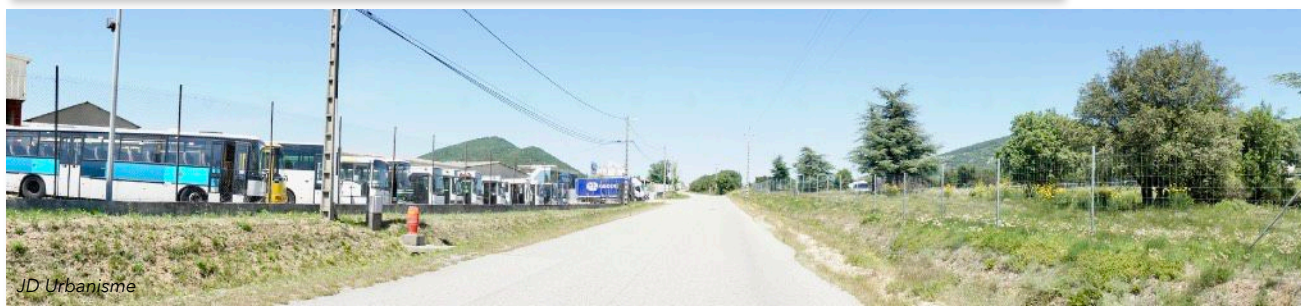
Vue depuis l'A7 (direction Sud)



Vue vers l'A7 (depuis le site)



Vue depuis l'A7 sur l'avenue des éoliennes



Vue vers l'A7 (depuis l'avenue des éoliennes)

Synthèse des perceptions

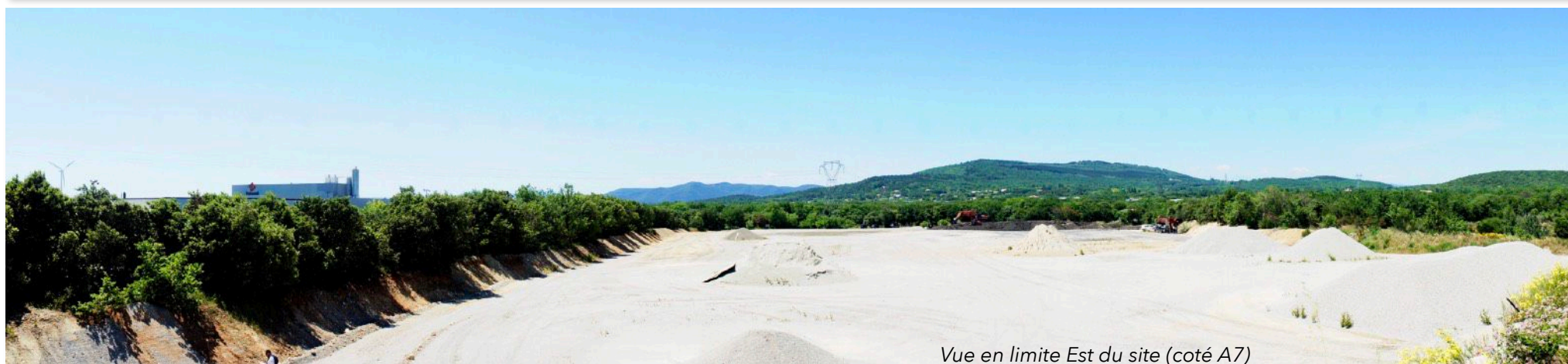
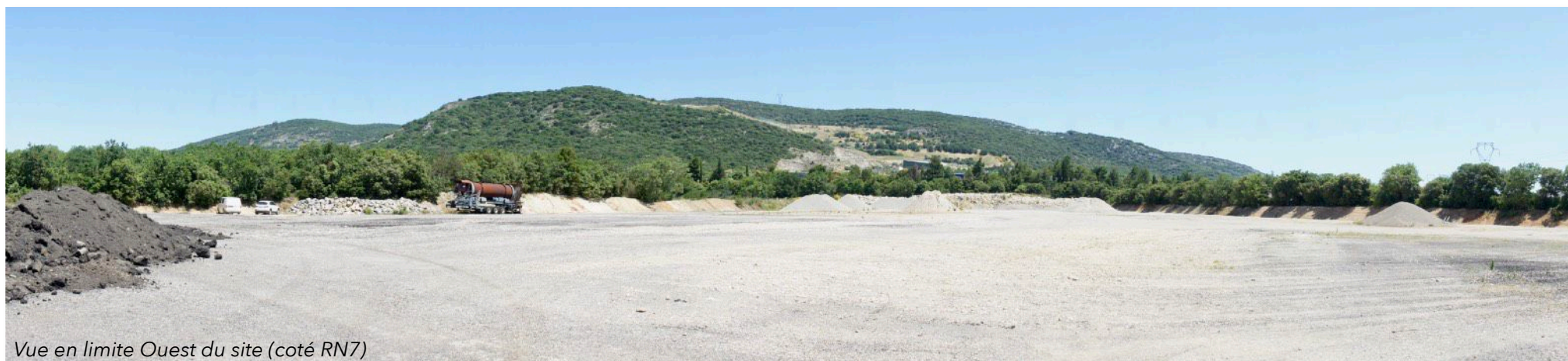
Au final, nous pouvons dire que le site n'est quasi pas visible depuis les deux voies.



L'occupation du site

Le projet d'implantation se trouve sur une ancienne plate-forme technique de l'autoroute A7 légèrement en contrebas de celle-ci.

Les dépôts (gravats, rochers etc) présents sur les photos ont été supprimés depuis.

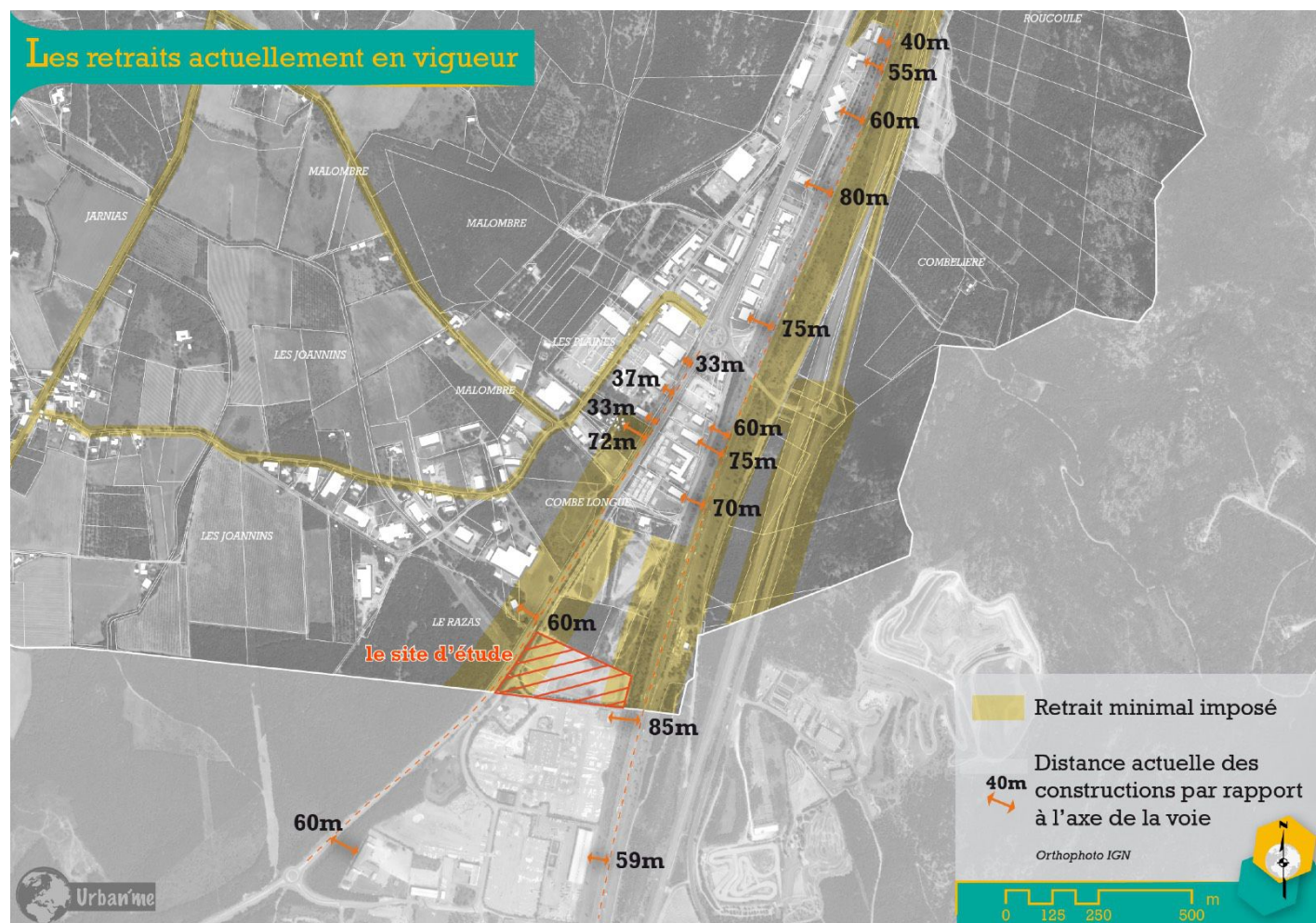




Les nouveaux retraits proposés

Afin de rester cohérent avec les autres retraits déjà mis en place autour du site le long de l'A7, il est proposé la mise en place:

- D'un retrait minimal de 55 m depuis l'axe de l'A7.
- D'un retrait minimal de 30 m depuis l'axe de la RN7.



Rappel des retraits en vigueur

Justification de la dérogation au regard de la sécurité

En lien avec la présence de l'autoroute et de la RN7 :

Un impact nul, car le site du projet n'est pas desservi par ces deux axes.

Le site est desservi par l'avenue des éoliennes. Si une augmentation du trafic est à prévoir, l'avenue n'est que très peu utilisée actuellement.

De plus, l'avenue des éoliennes débouche sur un rond-point, ce qui en sécurise l'accès.

L'accès au site se fera à partir de la RN7 et l'A7.

Le trafic maximal journalier total projeté est de :

- 131 poids-lourds par jour
- 23 véhicules légers par jour
- Soit 154 véhicules par jour

Ce trafic (154 véhicules par jour au total) est faible d'autant qu'il représente :

- 0,2 % de la moyenne journalière annuelle du trafic routier sur l'A7 ;
- 0,9 % de la moyenne journalière annuelle du trafic routier sur la RN7.

Ainsi, le trafic généré par le site aura donc une influence minime sur le trafic environnant.

Par ailleurs, rappelons que l'environnement du site, constitué de bâtiments industriels et de voies de circulation, n'est pas sensible du point de vue du trafic.

En lien avec le risque naturel

Aucun plan de prévention des risques naturels n'a été prescrit sur la commune de Malataverne et a fortiori au droit du projet.

Aucun plan de prévention du risque inondation (PPRI) n'est présent dans la zone d'étude du projet.

Aucun cours d'eau permanent n'est présent à proximité du site du projet. Le Rhône est situé à 3,8 km à l'ouest et la Riaille est située à 3,6 km au nord. L'atlas des zones inondables (AZI) de la Riaille datant de 2012 concerne les communes de Châteauneuf-du-Rhône, Malataverne et Allan.

Les zones inondables identifiées par le document sont situées en bordure du fleuve de la Riaille, à plus de 5 kilomètres de la zone de projet.



Données issues de l'étude avant-projet

En lien avec le risque incendie

L'environnement proche actuel est composé de masques boisés composés d'arbres à hautes tiges et de haies séparant les parcelles avec les activités du voisinage. Le terrain est à proximité immédiate des axes routiers.

A proximité du terrain, certains espaces boisés présentent des risques aux feux de forêt à aléas modérés.

Dans la conception du site, il est prévu la création de murs séparatifs coupe-feu entre les espaces de stockage et process et en périphérie des bâtiments.

En outre l'usine est protégée avec divers systèmes de protection incendie : RIA, sprinklage, canons à eau. Le risque de propagation du feu aux espaces boisés présents à proximité du terrain est donc peu probable.

En lien le risque industriel

Aucun plan de prévention des risques technologiques n'a été prescrit sur la commune de Malataverne et a fortiori au droit du projet.

Aucun risque n'est identifié à ce jour vis-à-vis des activités industrielles avoisinantes.

En lien le risque industriel : ICPE

Une étude de dangers a été réalisée dans le cadre du projet. Aucun phénomène (incendie) n'est susceptible de présenter des zones d'effets hors site.

En effet, les zones d'effets seront confinées à l'intérieur des limites de propriété du site. Enfin, l'étude des effets dominos, associés à ces phénomènes, a permis d'établir l'absence de la possibilité d'occurrence de phénomènes dangereux supplémentaires par effets dominos.

Toutes les mesures limitant au maximum ces phénomènes seront mises en œuvre. Il s'agit des meilleures technologies disponibles existantes dans le cadre des activités de tri, de valorisation et de stockage de déchets non dangereux pour éviter, limiter ou réduire les phénomènes dangereux.

L'étude de dangers permet donc, en prenant en compte la configuration et l'environnement du site d'une part et l'ensemble des mesures générales de prévention des risques et de protection qui sont mises en œuvre par l'exploitant d'autre part, de conclure à un risque acceptable pour les intérêts externes situés à proximité du site.

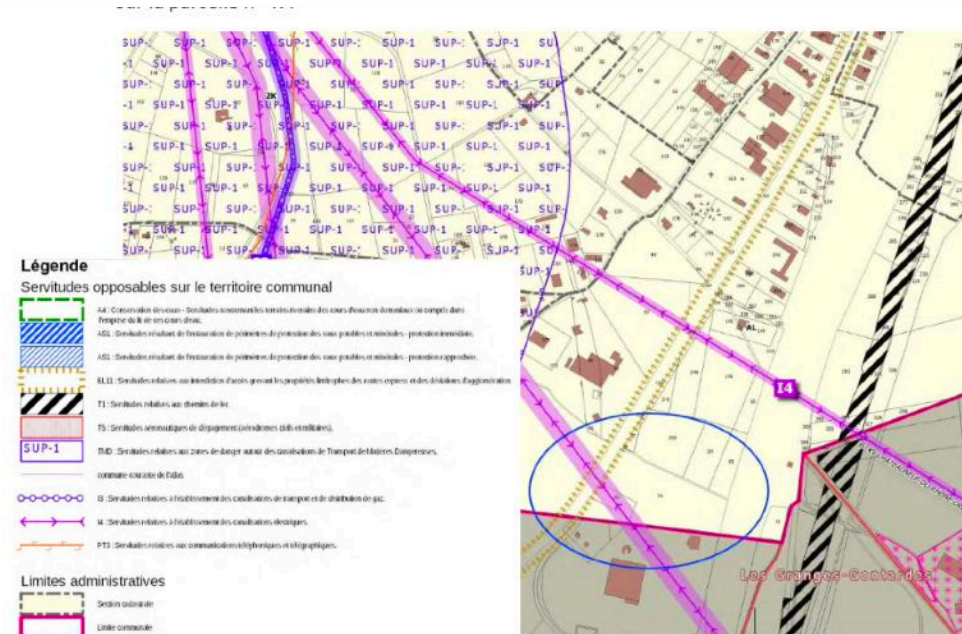
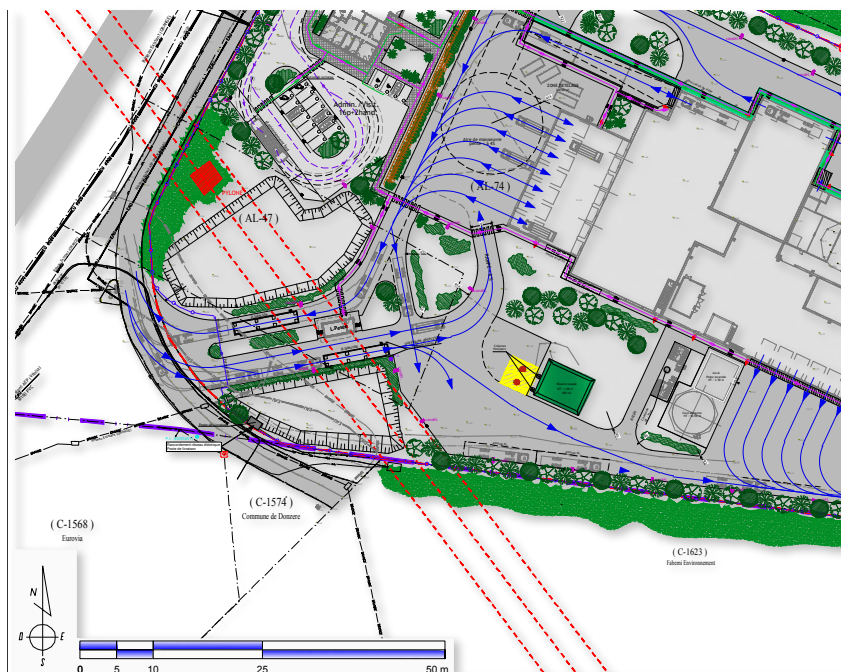
Une étude de l'opacité des fumées en cas d'incendie a été réalisée dans le cadre du projet du fait de la présence à proximité de l'autoroute A7. Aucune perte de visibilité au sol n'a été observée, la hauteur minimale des fumées provoquant la perte de visibilité est supérieure à 7 m.

En lien avec la présence de servitudes d'utilités publiques

Il est à noter la présence de deux servitudes d'utilité publique :

- Servitude EL 11, relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations,
- Servitude I4 relative à l'établissement des canalisations électriques : présence d'un pylône électrique sur la parcelle n° 47.

Les servitudes sont bien prises en compte dans le projet.



La servitude I4 représente une ligne électrique THT 225 kV - N01 BOLLENE / CHATEAUNEUF-DU-RHONE gérée par la société RTE (Réseau de transport d'électricité).

La servitude EL11 reste d'actualité. Cependant, l'espace réservé ER7 pour la création de voirie a été réalisé. Le terrain est à ce jour desservi par l'Avenue des Eoliennes.

L'ensemble des DICT ont été réalisées auprès des différents fournisseurs de services afin de pouvoir accéder aux plans détaillés de toutes les servitudes/tranchées opérationnelles à ce jour.

Délégation de Service Public pour la création et l'exploitation d'une unité de valorisation et de traitement multi-filières 11/11
Etudes d'avant-projet

Justification de la dérogation au regard des nuisances

Le bruit

La commune est traversée par plusieurs infrastructures terrestres bruyantes ayant fait l'objet d'un classement sonore en fonction du niveau de bruit engendré par les flux de déplacements des automobiles et la circulation de trains.

Conformément à la Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, à la Loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, au décret n°2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret n°2010-578 du 31 mai 2010, et en corrélation avec l'arrêté préfectoral 2014.324-0013 du 20 novembre 2014 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans le Département de la Drôme, et fixant la liste des routes classées à grande circulation, le site est impacté par 2 voies bruyantes :

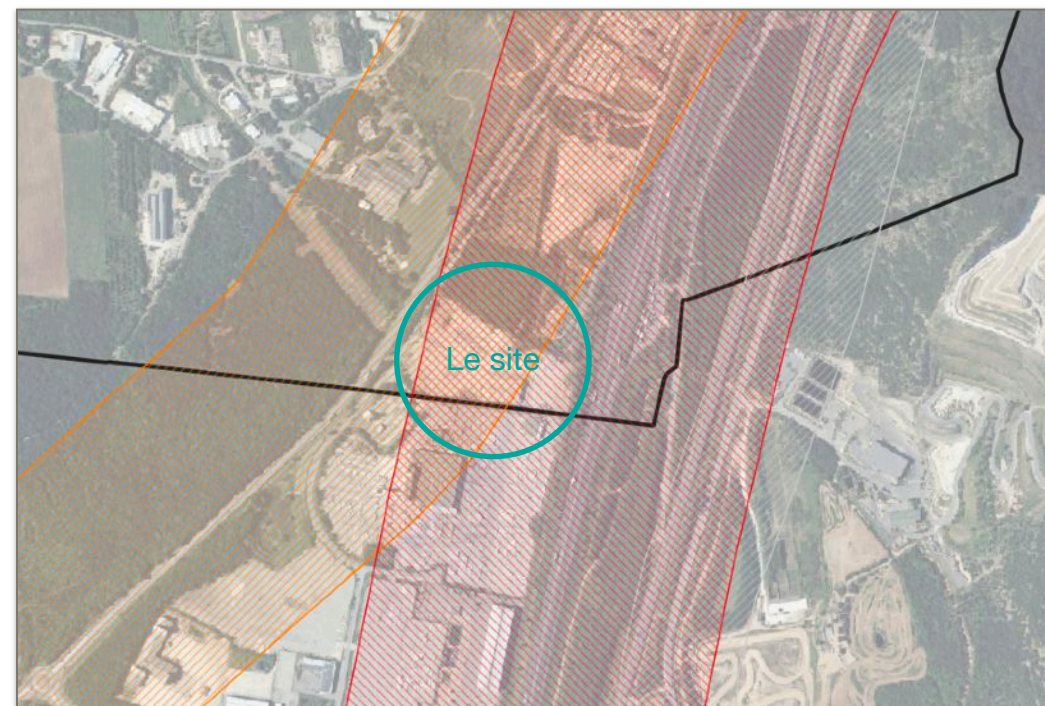
- La RN7 classée en catégorie 2 (250 m de zone de bruit de part et d'autre de la voie).
- L'A7 classée en catégorie 1 (300 m de zone de bruit).

Les nuisances sonores provenant de la future unité de valorisation des déchets seront inférieures au bruit engendré par la RN7 et l'A7 :

Le projet ne sera pas de nature à entraîner une détérioration des niveaux sonores actuellement observés au droit de la RN7 et de l'A7 (infrastructures terrestres classées bruyantes). Il sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits et de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

La maîtrise des impacts acoustique a été intégrée dès la conception du projet. En effet, le projet sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits et de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Dans le cadre du projet des mesures seront mises en oeuvre afin de limiter et de supprimer les émissions sonores et les vibrations susceptibles d'être émises par le projet (équipements seront installés à l'intérieur des bâtiments, etc.).

Compte tenu de ces éléments, l'impact des émissions sonores et des vibrations liées au projet sera faible.



Les zones de bruit

Route classée en catégorie 1

Route classée en catégorie 2

Les fumées et les odeurs

Le projet d'implantation d'une unité de valorisation des déchets n'engendre pas de nuisances importantes de type fumée, odeur etc. qui aurait pu poser problème par rapport à l'autoroute ou à la nationale.

Dans le cadre du projet une étude de dispersion des odeurs a été réalisée par la société Antea Group. Cette étude montre qu'au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 5 km des limites clôturées de l'installation projetée, les concentrations odeurs ne dépassent pas 5 UoE/m³ plus de 175 heures par an (percentile 98).

Ainsi, en comparaison avec la réglementation odeur existante en France (pour les activités de compostage), le seuil réglementaire serait respecté (seuil de 5 UoE/m³ plus de 175 h/an dans un rayon de 3 km des limites de propriété dans les zones d'occupation humaine).

Plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses (dont les odeurs) seront mises en œuvre par COVED. La maîtrise de ces émissions passera par les mesures suivantes qui ont été prévues dès la conception du projet :

- Réduction du nombre de sources potentielles d'émissions diffuses : une conception appropriée des tuyauteries, le recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes, la limitation de la hauteur de chute des matières, la limitation de la vitesse de circulation ;
- Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité pour un fonctionnement industriel en continu : ventilateurs et pompes avec joints d'étanchéité mécaniques ;
- Prévention de la corrosion : choix approprié des matériaux de construction, revêtement intérieur ou extérieur des équipements ;
- Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses : stockage, traitement et manutention des déchets et matières dans des bâtiments fermés, maintien à une pression adéquate des bâtiments fermés, collecte et acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.
- Confinement et traitement d'air de l'ensemble des bâtiments,
- Dépotage et chargement des camions de déchets portes fermées dans des bâtiments fermés,
- Traitement d'air pour les OMr : dépoussiérage humide, lavage acide et biofiltration,
- Traitement d'air pour les encombrants/DAE : dépoussiérage
- Une captation au plus proche des équipements avec des captations locales sur les équipements ;

Par ailleurs, l'incidence des rejets atmosphériques diffus du projet sera également limitée par les mesures suivantes :

- L'entretien périodique des véhicules présents sur le site par une entreprise spécialisée permettra un fonctionnement optimal de ces équipements limitant ainsi les gaz d'échappement ;
- Les camions transitant sur le site seront conformes aux normes en termes de rejets de gaz d'échappement ;
- La capacité des véhicules sera optimisée de manière à limiter leurs trajets ;
- Le respect des règles de limitation de vitesse sur site avec une vitesse de circulation limitée ;
- L'aménagement de la zone (imperméabilisation) supprimera les envols de poussières.

L'ensemble de ces dispositions limitera les rejets atmosphériques du projet (odeurs, poussières, gaz d'échappement). L'incidence des rejets atmosphériques du projet sera faible.

Justification de la dérogation au regard de la qualité architecturale et la qualité de l'urbanisme

Le site s'inscrit dans un secteur dédié aux activités économiques, au milieu d'une zone d'activités. L'aménagement paysager de cette zone est actuellement peu qualitatif, voire inexistant.

Toutefois, le secteur a pour vocation d'accueillir des bâtiments d'activités pouvant présenter des volumes importants en façade de l'autoroute et de la nationale.

Il est donc important de faire attention à la fois la monotonie possible des volumes et aussi à l'impact possible des couleurs dans le grand paysage.

En l'occurrence, le bâtiment sera situé en contrebas de l'autoroute et masqué par de la végétation. Il est donc peu visible.

Certaines toitures (notamment celles du côté de la RN7) seront végétalisées.

Justification de la dérogation au regard de la qualité des paysages

Le territoire de Malataverne se situe dans l'unité paysagère du Pays entre Grignan et la Garde Adhémar, limité :

- au Nord par les collines de la Valdaine,
- à l'Ouest par la vallée du Rhône,
- au Sud par les collines du Tricastin,
- et à l'Est par la plaine de Valréas.

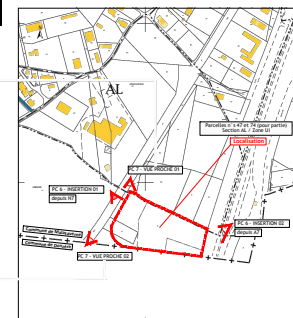
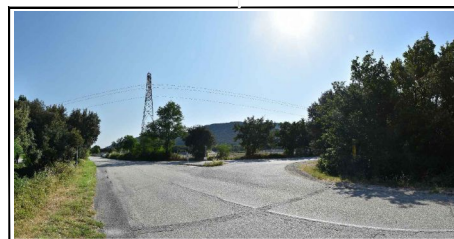
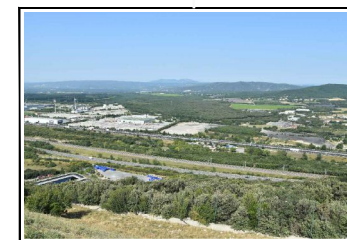
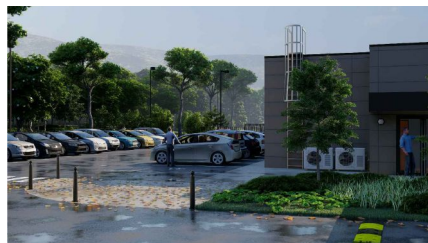
Ce Pays est organisé autour des vallées de la Berre et de la Vence et des premières collines des Préalpes. Le relief a fortement influencé les différents types de paysages : le paysage ouvert et cultivé des deux vallées, le paysage des coteaux, souvent fermé par les boisements, mais proposant de nombreux points de vue, notamment depuis les villages perchés, accrochés aux pentes ou le vaste paysage ouvert de la plaine agricole de Grignan et de Valréas.

Le projet se situe dans une unité paysagère fortement artificialisée par des infrastructures, et des espaces réservés à des activités économiques.

Le site est encaissé, et donc peu visible depuis l'extérieur.



Insertion du projet dans son environnement



Département de la Drôme (26)

SIP
Syndicat Intercommunal des Pures et Propres
RUE DE LA REUNION - 26100 VILLEFRANCHE

COVID
ENVIRONNEMENT

CRÉATION D'UNE UNITÉ DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT MULTI-FLIÈRES DES DÉCHETS

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

O10A - PC 6/PC 7/PC 8 - INSERTIONS PAYSAGÈRES PHOTOGRAPHIQUES EXISTANTES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 1

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 2 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 2

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 3 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 3

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 4 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 4

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 5 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 5

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 6 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 6

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 7 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 7

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 8 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 8

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 9 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 9

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 10 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 10

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 11 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 11

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 12 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 12

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 13 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 13

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service 14 - Agence départementale des mines

Adresse :

Téléphone :

Mail :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sujet du Service 14

**SAINT JEAN-BAPTISTE - MÉTALLURGIE
COUPELANGE - OULANA - MÉTALLURGIE SA
44 RUE DE LA VALLÉE**

N° : 10-26-2020-2019 - Date : 11-03-2020 09:41:46

Service

Conclusion

Le site n'est quasiment pas visible depuis la nationale et l'autoroute.

En effet, le projet d'implantation se trouve légèrement en contrebas de celle-ci. De plus, des arbres et bosquets longent le site.

Aucun de ces éléments paysagers ne sera détruit par le projet. En effet, ils se situent en dehors du site. Les écrans de verdure seront donc maintenus et masqueront en grande partie le bâtiment, comme le montrent les deux insertions des futurs bâtiments dans le paysage actuel.



Perception des automobilistes depuis la RN7 et l'A7.

